

INTERVIEW S. MENSAH, ANALYSTE SENIOR STANDARD & POOR'S

N° 323 - 21 au 27 mai 2015

LES AFRIQUES

Hebdomadaire international

Parce que l'information a de la valeur

LA BAD À L'HEURE DES DÉFIS



ÉDITION INTERNATIONALE : Afrique Zone CFA 1700 F CFA • France 3,50 € • Maroc 23 DH • Algérie 170 DA • Tunisie 3,30 DT
Mauritanie 1100 MRO • Belgique 3,50 € • Italie 4 € • Canada 5,95 \$ CAN • Luxembourg 3,50 € • Suisse CHF 5,9

lesafriques.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : ABDERRAZZAK SITAIL



Victimes

«Je trouve qu'en Algérie les femmes s'en sortent bien malgré la décennie noire qui, d'ailleurs, a beaucoup été occultée en Europe. Le monde a fermé les yeux et les femmes, filles, mères ont été les premières victimes du terrorisme»

Yamina Benguigui, ex-ministre déléguée chargée de la Francophonie et des Français de l'étranger.



Retenir

«La BAD doit appuyer les gouvernements africains afin de créer et consolider des institutions pour retenir la richesse produite en Afrique»

Cristina Duarte, ministre des Finances et du plan du Cap-Vert.



Éradiquer

«La mission de la Banque mondiale est l'éradication de la grande pauvreté. Or, le changement climatique est une menace directe en la matière»

Stéphane Hallegatte, économiste senior à la Banque mondiale.



Soutenir

«Il y a encore beaucoup de travail à faire pour soutenir les familles et le pays, à l'issue d'une épidémie d'Ebola»

La Croix-Rouge.



Innover

«Nous voulons innover pour nous approcher des standards internationaux. L'IPSP permettra de voir la progression des activités économiques et donnera aussi des réponses claires quant à la contribution

du secteur privé au PIB ivoirien»

Jean Kacou Diagou, président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI).



Condamner

«Notre pays est riche, mais la famille Bongo qui le dirige d'une main de fer depuis près de 50 ans détourne cette richesse à son seul profit, condamnant la plupart des Gabonais à vivre avec le minimum vital. Le Gabon est une République, pas une monarchie.

C'est en principe une démocratie, pas une dictature»

Marc Ona Essangui, secrétaire exécutif de Brainforest, une ONG qui lutte contre les trafics environnementaux au Gabon.



Impunité

«C'est l'Union européenne qui, en fermant toutes les routes d'accès vers ses États, a acculé tous ceux qui fuient leur pays à converger vers la Libye. Les groupes rebelles s'y trouvent en situation de monopole pour le trafic d'êtres humains. D'autant

plus que l'absence d'État leur procure l'impunité»

Geneviève Garrigos, présidente d'Amnesty International France.



Défendre

«Il est logique de s'inquiéter d'un glissement possible vers la guerre civile. D'autant que les deux camps campent sur leur position. Mais pour l'heure, ceux qui se mobilisent contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza sont issus de la classe

moyenne. Ils veulent défendre la démocratie. Il n'y a rien d'ethniste dans leur mobilisation»

Samuel Pommeret, responsable de l'Afrique des Grands Lacs du CCFD-Terre solidaire.



Victoir

«Les souffrances des Guinéens n'ont que trop duré et il est temps d'aller affronter par tous les moyens légaux les obstacles qui assaillent sans cesse le quotidien des populations. Osons avec courage et patriotisme pour gagner. Que la bataille démocratique

commence jusqu'à la victoire finale»

Moussa Dadis Camara, ancien chef de la junte militaire en Guinée et candidat à la présidentielle.



Affaires

«Un banquier d'affaires, c'est comme une prostituée»

Emmanuel Macron, ministre français de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.



Candidats à la présidence de la BAD:

1. Akinwumi A. ADESINA (Nigeria)
2. Sufian AHMED (Éthiopie)
3. Jaloul AYED (Tunisie)
4. Kordjé BEDOUMRA (Tchad)
5. Cristina DUARTE (Cabo Verde)
6. Samura M. W. KAMARA (Sierra Leone)
7. Thomas Z. SAKALA (Zimbabwe)
8. Birama Boubacar SIDIBÉ (Mali)

Historique de la BAD

1964 : Création de la Banque africaine de développement (BAD).

1965 : Ouverture du siège de la BAD à Abidjan en Côte d'Ivoire.

1972 : Création du Fonds africain de développement (FAD) par la BAD

1976 : Création du Fonds spécial du Nigeria (FSN), créé en 1976 par le gouvernement

fédéral du Nigeria.

2003 : Transfert temporaire du siège de la BAD à Tunis.

2014 : Retour du siège de la BAD à Abidjan (après 11 ans à Tunis).

2014 : Création du Fonds Afrique 50 pour les infrastructures.

Cristina Duarte «La BAD doit jouer pleinement son rôle dans la transformation de l'Afrique»

Cristina Duarte, ministre cap-verdienne des Finances et de la planification et candidate à la présidence de la BAD, s'exprime sur les défis du continent et nous livre les grandes lignes des actions qu'elle propose afin de réussir le cap de l'émergence. Expérimentée, intelligente, charismatique et sympathique, elle a toutes ses chances d'être élue à tête de la BAD.

Les Afriques : Vous avez réussi à améliorer la gouvernance et la gestion des finances du Cap-Vert. D'ailleurs, beaucoup de responsables ont salué votre efficacité ainsi que votre pragmatisme et votre rigueur à la tête du ministère des Finances de votre pays. Votre savoir-faire et votre connaissance en matière de gouvernance financière sont-ils des atouts pour votre candidature à la tête de la BAD ?

Cristina Duarte : Sans aucun doute. J'ai eu la chance d'occuper plusieurs fonctions qui m'ont préparée à cette haute responsabilité, que ce soit dans le secteur privé, plus précisément dans le domaine bancaire, que dans l'administration internationale ou dans le secteur public. J'ai eu l'occasion de faire face à des problèmes auxquels un président de la BAD sera confronté surtout par les temps qui courent qui sont porteurs de défis très complexes. J'ai eu aussi la chance, comme l'a dit l'un de nos poètes, d'être née Cap-Verdienne, un petit pays sans ressources naturelles mais qui a fait la preuve que la bonne gouvernance est l'ingrédient le plus important dans la gestion du développement. Il est aussi vrai que j'ai eu la chance de me voir confier la gestion du ministère des Finances et du plan durant ces dix dernières années dont huit de crise financière internationale, une authentique école de formation de leadership et en gestion de réformes complexes. Gérer un petit pays comme Cabo Verde est un véritable laboratoire, vous avez tous les problèmes des autres pays, comme gérer les ressources rares qui vous obligent à être créatif et trouver à tous les moments des solutions innovatrices. Mais en même temps tout est à l'échelle humaine. On a immédiatement les feedback de vos politiques publiques et cela vous oblige à mettre en place des réponses immédiates et donc à affiner vos décisions de façon constante. J'ai donc appris à mettre en place des processus de suivi et d'évaluation, à faire de la gestion basée sur les résultats, à utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication et à gérer le changement dans un esprit participatif où

tous ont leur contribution à apporter. Oui, je pense effectivement que mon expérience pourrait être un plus dans un moment critique pour notre institution financière continentale.

LA : Quel sens donnez-vous à votre candidature ?

C.D. : C'est, pour paraphraser le fondateur de notre nationalité, Amilcar Cabral, celle «d'une simple Africaine qui veut solder sa dette envers son continent». Une Africaine dont le pays d'origine a été fondé sur le sang des esclaves et qui voudrait participer à la renaissance de notre continent. Une Africaine qui pense qu'elle a acquis dans sa carrière une expérience qui peut être utile à son continent. Une Africaine qui voudrait que les autres femmes africaines participent pleinement à l'équipe qui ira affronter la compétition internationale dans un monde globalisé et qui iront revendiquer leurs droits à la terre, aux financements innovants et à la connaissance, etc. Une Africaine qui a la conviction que notre continent peut mieux faire, qu'il a besoin de sortir de la gestion de la pauvreté pour concentrer ses efforts dans la création de richesses et des conditions pour assurer à chaque Africain l'accomplissement de soi. Une Africaine qui croit qu'il est possible par une bonne gouvernance financière de transformer structurellement nos économies. Enfin, une Africaine qui croit que la Banque africaine de développement peut être l'instrument pour atteindre un tel objectif.

LA : Si vous êtes élue, en plus des différents chantiers laissés par le président Kaberuka, quelles seront les grandes lignes de votre programme ?

C.D. : La Banque a obtenu des bénéfices significatifs durant la gestion du président Donald Kaberuka, que nous devons consolider et à partir desquels nous devons bâtir. En matière de consolidation des bénéfices, il faudra continuer à mettre l'accent sur le développement des infrastructures, l'intégration économique régionale, la création

«J'ai le profil et les compétences nécessaires».

Diriger la Banque dans de nouvelles directions en mettant l'accent sur l'efficacité et l'efficacé.

d'une économie verte, le développement du secteur privé et la décentralisation de la BAD.

Cependant, je pense aussi qu'il y a des défis nouveaux et émergents qui appellent à une attention critique pour que la Banque puisse jouer son rôle dans la transformation de notre continent. Si je suis élue, je souhaiterais diriger la Banque dans de nouvelles directions en mettant l'accent sur l'efficacité et l'efficacé, car les réalités auxquelles j'aurais faire face seront totalement différentes de celles de mes prédécesseurs. En plus, je ferais adopter une approche plus équilibrée des financements en infrastructures, développement du secteur privé et des institutions. Ceci est important dans une perspective de gestion de risques pour la Banque et pour ses clients.

Nous devons mieux exploiter les compétences, l'expérience et la capacité du staff et mieux utiliser la technologie dans le fonctionnement et la gestion de la Banque. À cet égard, nous devons mettre l'accent sur la formulation et la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie des ressources humaines pour assurer que nous attirons les meilleures personnes à la Banque et que nous faisons de la Banque un endroit où les meilleurs voudront travailler pour aider à la vision commune de transformation de l'Afrique.

Je voudrais mettre nos clients au centre de l'intervention de la BAD. Cela veut dire, nous devons avoir la préoccupation de mesurer en permanence l'impact de nos actions sur les personnes. L'idée sera de donner plus d'attention à la qualité des interventions de la Banque, et de mettre en place un processus systématique de suivi et d'évaluation.

Une autre priorité clé pour moi sera celle de la nécessité d'être sélectif. La BAD ne peut pas être tout pour tout le monde, mais elle peut mobiliser les institutions financières africaines, les commissions économiques régionales et d'autres organisations pour tirer profit des avantages comparatifs de chacun pour faciliter la transformation socioéconomique de l'Afrique. Notre approche consistera à promouvoir des approches novatrices que ce soit dans l'intégration régionale, le développement des infrastructures ou le développement du secteur privé. Nous allons en particulier mobiliser les institutions financières et travailler de concert avec elles pour assurer la disponibilité du financement afin de répondre aux énormes déficits en infrastructures de l'Afrique et à la nouvelle architecture financière mondiale avec la baisse continue de l'aide publique au développement et à l'émergence de nouveaux acteurs. Nous irons miser sur le développement des infrastruc-

Cristina Duarte



Siège de la BAD à Abidjan



tures institutionnelles dans les pays et au niveau régional. Enfin, notre agenda de l'innovation et de la créativité ira irriguer tous les aspects du processus de développement. Je promets, si je suis élue, de mettre l'accent sur tout ce qui permettra à la Banque de devenir un catalyseur pour l'innovation sur le continent.

LA : L'Afrique est en pleine mutation sur le plan économique et social, quel rôle pourrait jouer la BAD, selon vous, pour accompagner cette dynamique ?

C.D. : La BAD se doit d'accompagner cette mutation et même de l'orienter dans le but de donner un sens à l'action des gouvernements qui sont les premiers responsables du développement de leurs pays. Heureusement que nous disposons d'un cadre stratégique commun qui est l'Agenda 2063 adopté par l'Union africaine. Ceci devrait donner de la cohérence à l'action de tous. Cela veut dire aussi que nous devons renforcer la coordination avec toutes les parties prenantes. Actuellement, il existe un cadre de concertation entre l'UA, la CEA et la BAD. Il est important à mon avis que nous consolidions cette initiative. La CEA est en train de se réformer pour donner à toutes les parties prenantes les informations importantes à la prise de décisions. La BAD devrait, sur la base du travail en cours, renforcer sa capacité de conseils de haut niveau aux gouvernements africains. Elle devrait utiliser la qualité de son staff pour développer cette fonction de banque de connaissances. Il est important que les Africains s'approprient leur développement, car dans ce domaine il n'y a pas de délégation de responsabilités.

LA : Comment renforcer l'implication des Etats pour soutenir le rôle majeur joué par la BAD dans l'intégration économique du continent africain ?

C.D. : Comme je l'ai dit dans diverses interventions, mon point de vue est qu'il nous faut changer le paradigme de l'intégration régionale pour passer d'une approche Top-Down à une approche Bottom Up. Ce sont les hommes et les femmes, les entreprises et les Etats qui produisent l'intégration. La BAD comme les autres organisations régionales et continentales n'est que le facilitateur de ce processus d'intégration. La BAD doit accompagner ce processus, en augmentant la capacité d'intervention du secteur privé africain, en conseillant les gouvernements à adopter un cadre réglementaire qui crée des synergies entre les marchés nationaux et le développement des capacités, en finançant les infrastructures qui facilitent la mobilité des biens et des personnes. En plus, la BAD doit aider à la divulgation des bonnes pratiques entre les Etats, à la mise en place d'institutions respectées et qui inspirent confiance aux citoyens, soutenir les investissements transfrontaliers du secteur privé africain pour développer les complémentarités et les potentiels de chacun et augmenter sa compétitivité.

LA : Face à la tragédie liée à l'émigration clandestine, quelle place accorderez-vous à la jeunesse dans votre stratégie, notamment en matière d'emploi ?

C.D. : Le problème de la création d'emplois pour les jeunes est une des questions les plus difficiles à laquelle les dirigeants africains sont confrontés. Nous devons faire face à la fois à un problème de quantité

**Il est important
que les Africains
s'approprient
leur
développement.**

La BAD devrait aider les pays africains à formuler des politiques publiques et régionales de façon à produire plus en Afrique.

à cause de la structure démographique des populations et à un problème de qualité parce que grâce aux progrès que nous avons réalisés dans le système de l'éducation, nous sommes obligés de répondre à l'attente des jeunes plus qualifiés. Le phénomène de la globalisation a augmenté non seulement les attentes mais aussi l'impatience des jeunes qui au contraire de notre génération veulent tout et maintenant.

La réponse structurelle au problème de l'emploi est la création d'activités qui permettent l'augmentation des chaînes de valeur en Afrique. Aujourd'hui, nous produisons ce que nous ne consommons pas (les ressources naturelles) et nous consommons ce que nous ne produisons pas. Il nous faut inverser cette tendance. La BAD devrait aider les pays africains à formuler des politiques publiques et régionales de façon à produire plus en Afrique, donc d'augmenter les chaînes de valeur. Ceci veut dire mettre l'accent sur l'innovation et la créativité, deux facteurs compétitifs qui abondent en Afrique mais que nous ne valorisons pas suffisamment. Par ailleurs, nous savons que la question de l'émigration clandestine est très liée aux opportunités d'emploi dans les zones rurales et dans les quartiers défavorisés des grandes villes africaines. L'agriculture et l'agro-business sont aussi des secteurs générateurs d'emplois et d'exode rural. L'exclusion financière est aussi un facteur qui favorise cette émigration. Il nous faut donc trouver des solutions intelligentes en étroite collaboration avec nos partenaires de développement qui sont aussi intéressés que nous pour mettre fin à ce fléau.

LA : Le faible niveau d'électrification ainsi que les problèmes du secteur énergétique sont souvent cités comme des obstacles importants pour le dé-

veloppement du continent. Que feriez-vous pour surmonter ces défis ?

C.D. : L'accès à l'électricité n'est pas seulement un facteur de compétitivité de nos entreprises mais aussi un droit humain fondamental pour améliorer la participation de tous au processus de développement. Au Cabo Verde, nous avons décidé comme politique publique l'accès à l'électricité pour tous. Nous sommes arrivés en moins de 20 ans de passer de 30% à 95% d'accès à l'électricité. Nous pouvons témoigner le grand changement qui s'est opéré pour nos populations en termes d'accès aux connaissances, d'affirmation de notre identité culturelle grâce à l'accès aux mêmes sources d'informations, de changement de mentalités surtout dans les zones rurales qui a amené par exemple à une meilleure divulgation de techniques d'irrigation comme le goutte-à-goutte. Ceci nous a montré qu'investir dans l'accès à l'électricité pour tous devrait être une politique publique critique pour le développement de nos États.

Ceci dit, nous ne pouvons pas augmenter la production d'électricité avec les moyens classiques de production d'électricité qui utilisent les combustibles fossiles. En plus d'avoir un coût à long terme insupportable pour nos populations, le doublement de 30 à 60% de notre consommation d'électricité aura un effet catastrophique sur notre planète et notre environnement si nous le faisons avec des combustibles fossiles. Or, l'Afrique est le continent avec le plus grand potentiel d'énergies renouvelables que ce soit en terme d'hydraulique (mini centrales ou barrages transfrontaliers), de biomasse, du solaire, éolien et géothermie. Il est aujourd'hui prouvé que l'utilisation de ces sources renouvelables est sur le long terme moins cher que le thermique classique en plus de créer une nouvelle éco-

Accompagner
le développement



Des unités industrielles,
à même d'assurer
l'inclusion sociale



nomie plus amie de notre environnement. Pour cela, si j'étais élue je donnerais une plus grande priorité au programme de l'Agenda Vert de la BAD tout en lui donnant de nouvelles orientations comme le soutien aux politiques publiques des pays africains concernant l'accès à l'électricité pour tous et l'utilisation de sources renouvelables d'énergie.

LA : L'autre défi majeur de l'Afrique c'est la lutte contre la pauvreté. Que comptez-vous faire pour que la croissance économique puisse impacter considérablement la vie des populations ?

C.D. : Comme institution financière qui doit produire des résultats, la BAD se doit d'avoir une perspective différente des ONG dans la lutte contre la pauvreté. Si la pauvreté est une conséquence de l'insuffisante création de richesses et d'une inégale distribution des ressources du pays, il nous faut donc changer de paradigme dans la gestion du développement. Nous ne devons plus faire ce que nous faisons actuellement qui

consiste très souvent à agir sur l'impact de la pauvreté sur les populations mais transformer nos populations en producteurs de richesses à tous les niveaux. La BAD doit encourager et appuyer les gouvernements africains à formuler et mettre en œuvre des politiques publiques qui facilitent l'inclusion sociale, la participation effective des populations au processus de développement, la création d'un environnement qui permet l'accès aux financements, aux connaissances et à l'innovation qu'elle soit sociale ou technologique et le renforcement des institutions surtout celles liées à la protection sociale et la régulation des marchés. En plus, il faudrait créer les conditions pour que les infrastructures et les investissements réalisés avec le financement de la BAD soient des facteurs de création de richesses tangibles et intangibles pour les populations. Construire une route n'est pas suffisant. Il faut que cette route permette l'accès aux marchés, aux soins de santé et aux services d'éducation en plus de générer des ressources pour garantir sa maintenance.

Construire une route n'est pas suffisant. Il faut que cette route permette l'accès aux marchés, aux soins de santé et aux services d'éducation en plus de générer des ressources.

Bio-express

Cristina Duarte est ministre des Finances et du plan du Cap-Vert depuis 2006. Ancienne cadre de City Bank où elle a été vice-présidente en charge du «Corporate & Investment banking», Cristina Duarte a été également consultante pour la FAO, le PNUD et la Banque mondiale. Depuis de nombreuses années, elle s'est beaucoup imprégnée du fonctionnement des institutions africaines comme la BAD en sa qua-

lité de gouverneur de l'institution. Agée de 52 ans, la ministre cap-verdienne qui brigue la présidence de la BAD est titulaire d'un MBA en finance internationale et marché émergent, obtenu aux États-Unis. Expérience, intelligence, charisme et sympathie sont autant de qualités que lui reconnaissent ses pairs. Cristina Duarte parle couramment cinq langues : français, anglais, portugais, italien et créole.

Les femmes candidates à des postes de responsabilité doivent revendiquer leur droit à occuper ces postes parce qu'elles sont aussi compétentes que les hommes et non pas parce qu'elles sont des femmes.

Cristina Duarte

LA : Autre challenge des pays africains, l'émergence. Au Cap-Vert vous avez conduit d'importantes réformes pour y parvenir. Quels sont à votre avis les axes stratégiques incontournables pour réussir la transformation structurelle du continent ?

C.D. : Nous sommes à un moment historique pour l'Afrique. La confiance est de retour sur le continent, ainsi que les investisseurs. Les possibilités abondent, même s'il y a aussi des menaces. Le premier axe stratégique est de mettre à profit cette tendance positive en agissant rapidement pour établir les fondations pour la transformation socioéconomique irréversible de l'Afrique.

Cela exige des réformes au sein de la Banque visant à promouvoir l'efficacité et l'efficacité, mais aussi de nouvelles approches pour aider les pays africains à améliorer leurs politiques publiques. La BAD devrait se concentrer en priorité sur les interventions où elle a un avantage compétitif. La Banque, en collaboration avec d'autres centres de connaissances et financières au sein et en dehors du continent, doit fournir les contours intellectuels et les incitations financières nécessaires pour réaliser le changement structurel. Elle se doit d'être plus sélective et d'avoir une approche plus équilibrée entre les financements en infrastructures, secteur privé et institutions. La BAD devra également mieux collaborer avec les autres acteurs, y compris les banques privées et les agences de développement. En même temps que ce devoir de coopération, la Banque doit devenir le leader et l'animateur sur les questions clés du développement du continent comme l'intégration régionale, le genre, l'économie verte/bleue et l'emploi. Il faut pour cela une banque avec une forte capacité de conseils pour soutenir les gouvernements africains. En outre, il est

nécessaire de donner la priorité à la libération des capacités du continent en investissant dans l'écosystème de l'innovation en Afrique et de maintenir la notation triple A de la Banque.

LA : Votre candidature est porteuse d'espoir pour la promotion des femmes à de hautes responsabilités en Afrique. Qu'en pensent les dirigeants africains que vous rencontrez ?

C.D. : Les femmes candidates à des postes de responsabilité doivent revendiquer leur droit à occuper ces postes parce qu'elles sont aussi compétentes que les hommes et non pas parce qu'elles sont des femmes. La discrimination positive est bonne mais pas pour des postes dont les décisions ont une influence directe et même dramatique sur la vie des populations comme c'est le cas de la BAD. C'est ce que j'ai cherché à montrer aux dirigeants africains que j'ai eu le privilège de rencontrer. Je pense que la plupart ont été rassurés de constater que j'ai le profil et les compétences nécessaires. Ceci dit, c'est mon opinion qu'à égalité de compétences, les femmes ont un avantage compétitif sur les hommes dans des postes comme la présidence de la BAD qui ont un impact direct sur la vie des populations : elles ont plus de sensibilité pour les questions de développement humain, de justice sociale et de conviction quand elles doivent prendre des décisions. Comme femme, j'ai un devoir de succès car je sais que la promotion des femmes, à de hautes responsabilités en Afrique, dépendra de mes résultats dans la gestion de la BAD. Pour cela, je suis sûre que toutes les femmes auront à cœur de m'aider dans mes responsabilités, ce qui est un avantage comparatif.

**Propos recueillis par
Ibrahim Souleymane**



Election à la présidence de la BAD

8 candidats pour succéder à Kaberuka

Huit candidats sont en lice pour la présidence de la Banque africaine de développement (BAD) dont trois de l'Afrique de l'Ouest. Fortes carapaces, têtes de chéquier, super favoris, outsiders constituent la galaxie des plénipotentiaires en course sur le tapis rouge de la tour financière d'Abidjan. Portraits.



Akinwumi Adesina : Le super favori

Il est sans doute le candidat le mieux positionné des prétendants au fauteuil que devra céder le Rwandais Donald Kaberuka. Puissant ministre de l'Agriculture du gouvernement nigérian, Akinwumi Adesina, l'homme qui voyage en permanence à bord de son jet privé est un coffre lourd. Dans son pays, le Nigéria, géant du marché de la Cedeao, on le présente comme le grand «réformiste» de la politique agricole. Homme de réseaux, Akinwumi, après avoir tissé sa toile dans l'ombre avant d'être propulsé par une task force, consignée pour faire le job en direction d'Abidjan, a été reçu par une poignée de chefs d'Etat africains dont le président Alassane Ouattara avec qui il entretient d'excellentes relations. Le ministre Adesina considéré comme le super favori dans les milieux financiers bien informés devra tirer profit de la mésentente des États subsahariens sur le choix d'un candidat unique pour succéder à Kaberuka. Le hic est que l'arrivée du nouvel homme fort du Nigéria, le général Muhamadou Buhari, risque de ne pas lui faciliter les choses. A moins que la fibre nationaliste soit de mise.

Cristina Duarte : Bouclier en or

Elle est la seule femme candidate en course du lot des prétendants. La ministre des Finances du Cap-Vert, égérie du secteur de la finance, a multiplié les manœuvres. Très tôt, elle a décidé d'affûter ses armes et passer à l'offensive. Respectée de tous aussi bien au Cap-Vert qu'au-delà des frontières de son pays, Cristina Duarte porte la voix des femmes du monde dans le combat d'accès aux commandes des instances internationales. Méthodique, bosseuse acharnée, bien entourée par une équipe pleine d'ambition et décomplexée, Cristina Duarte est comme une roue libre. La bonne image de son pays, île enclavée, à la face du monde à travers son climat de stabilité et son environnement des affaires constituent des atouts non négligeables pour sa désignation au poste de nouvelle patronne de la BAD. Praia debout comme un seul homme fait sa campagne et joue à fond sa carte. Le derby de la succession de Kaberuka devra se jouer entre le candidat du Nigéria et elle. Le contexte international joue bien à sa faveur après la désignation de Christine Lagarde à la tête du FMI, de Michaëlle Jean à la Francophonie. Pourquoi pas Cristina à la BAD ?

Ismael Aidara

Entre favoris et outsiders, les tractations vont bon train pour diriger la banque internationale.